

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La dette publique atteint 91,7 % du PIB ! Vite changeons de cap !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 5 juillet 2013

Démocratie & Socialisme

La dette publique de la France atteignait 91,7 % du PIB à la fin du premier trimestre 2013, selon l'INSEE. Elle s'élevait à 85,9 % fin 2011 et à 90,2 % fin 2012. Où est donc passé le sérieux budgétaire tant vanté par notre gouvernement ?

Pire, pour le député socialiste, rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale, Christian Eckert, le déficit public pourrait atteindre 3,5 % du PIB contre les 2,9 % initialement prévus. La dette publique augmentera alors, de nouveau, de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Pourquoi ? Parce que la prévision de croissance de l'économie devra sans doute être revue à la baisse et que les recettes fiscales et sociales seraient moins importantes que prévues.

Austérité budgétaire + austérité salariale = récession

Les causes de cette baisse prévisible de la croissance et de la récession dans laquelle est aujourd'hui plongée l'économie française n'ont rien de mystérieuses. La politique d'austérité budgétaire imposée par le TSCG pressure l'investissement public. La stagnation des salaires et des prestations sociales infligées par le Medef et la Commission européenne écrase la demande solvable des salariés.

Quels sont les remèdes proposés par notre gouvernement ? « Tenir les dépenses publiques » c'est-à-dire réduire de 9 milliards d'euros les dépenses et les investissements de l'État et des collectivités territoriales en 2014. Laminer toujours plus la demande solvable en refusant tout coup de pouce au Smic, en gelant la valeur du point dans la fonction publique, en augmentant la TVA le 1er janvier 2014, en n'opposant aucune défense sérieuse aux attaques du Medef contre nos retraites et notre protection sociale.

Le résultat est couru d'avance : le chômage réel (hors stages-parking) fera un bond en avant, la récession perdurera, les recettes fiscales et sociales diminueront, le déficit public et la dette publique augmenteront. Une nouvelle politique d'austérité sera alors mise en place...

Il faudrait pourtant savoir arrêter une stratégie qui perd avec une telle frénésie.